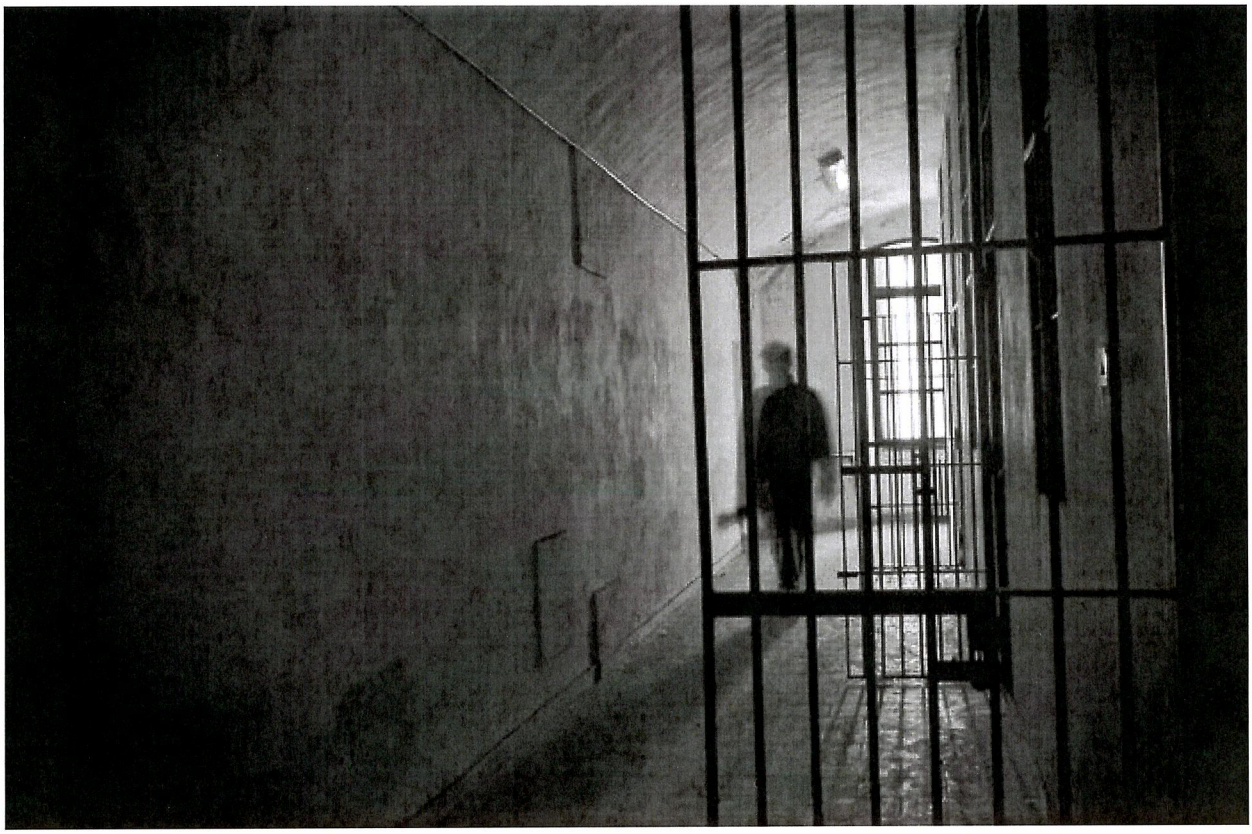
LE VIF l'express

Les liens entre enfants et parents emprisonnés placés au centre du débat

21/06/18 à 19:55 - Mise à jour à 19:53 Source: Belga

Alors que les prisons font face à une grève des agents pénitentiaires, le Parlement francophone bruxellois a abordé jeudi la question de la relation entre enfants et parents en prison dans le cadre des "Jeudi de l'Hémicycle".



© Getty Images/iStockphoto

A ce jour, 12.000 enfants sont concernés par l'incarcération d'un parent en Belgique, selon les chiffres de l'OCDE évoqués à cette occasion.

Enrichis de témoignages de parents détenus et d'enfants de personnes incarcérées, les échanges du jour avec les députés bruxellois francophones ont permis à l'asbl Relais Enfants-Parents de lancer un cri d'alarme à propos de ses difficultés de fonctionnement qui pourraient encore s'aggraver avec la réforme des maisons de justice.

Selon la directrice de l'association, Stefania Perrini, celle-ci est payée 200 euros par dossier, ce qui pourrait l'inciter à prendre les dossiers les plus simples. L'asbl se mobilise toutefois sur nombre de dossiers plus problématiques qui demandent inversement le plus de temps.

Mme Perrini a souligné que certains enfants n'ont pas pu voir leurs parents incarcérés, depuis deux mois.

Pour elle, cette situation est d'autant plus inquiétante "qu'il est maintes fois prouvé que le risque est plus grand pour ces enfants de verser dans la délinquance à leur tour et pour les détenus dans la récidive. Si le détenu va mal, l'enfant ira mal, et réciproquement".

L'ensemble des intervenants ont insisté sur le fait qu'il est dans l'intérêt de toute la société de se préoccuper du bien-être de ses détenus.

La présidente du parlement francophone bruxellois, Julie de Groote (cdH), à l'origine des "Jeudis de l'Hémicycle", a souligné que "l'enfermement était aussi pour ceux qui sont dehors".

Au niveau parlementaire, les témoignages du jour auront une suite. Les députés examineront une proposition de résolution déposée par Magali Plovie (Ecolo) et co-signée par l'ensemble des groupes politiques pour encourager les gouvernements des entités fédérale et fédérées concernées à améliorer les réponses aux nombreuses lacunes observées à tous les étages institutionnels du pays face à cette problématique.